

TRIBUNE DES LECTEURS

M. Servat, directeur de l'Office National de la Chasse, ayant relevé dans l'article de Jean-Pierre Raffin, publié dans notre numéro 85, la phrase suivante : « Les gens de l'O.N.C., lorsqu'ils sont consultés sur des travaux d'aménagements forestiers en zones à ours, ont pour consigne de donner un avis "par principe favorable" (Document O.N.C. 1987), nous prie de préciser que :

"Ces quelques mots repris en dehors de leur contexte ne permettent pas d'apprécier à leur juste valeur le rôle de l'Office National de la Chasse lorsqu'il est sollicité lors de projets d'aménagements dans les zones à ours.

1. Les agents de l'O.N.C. n'ont pas pour consigne de donner un avis favorable aux projets d'aménagements dans les zones à ours.
2. L'Office National de la Chasse a un rôle d'expert c'est-à-dire qu'il indique quels éléments du projet risquent d'être défavorables pour l'ours.
3. L'Office National de la Chasse n'a pas compétence pour retenir ou non un projet.
4. Lorsqu'il est sollicité lors de la réalisation d'un projet, l'O.N.C. intervient le plus efficacement possible pour que des mesures réalistes (c'est-à-dire acceptables pour le promoteur du projet) soient prises pour minimiser les effets néfastes de l'aménagement sur l'ours."

A la suite de la publication, dans notre dernier numéro, de l'entretien avec Haroun Tazieff, nous avons enregistré un certain nombre de réactions. Notamment, Pierre Forestier, architecte, urbaniste D.P.L.G., nous a écrit la lettre dont nous publions ci-après les passages concernant cet article :

L'entretien avec Haroun Tazieff était fort intéressant... Je partage globalement les opinions qui y sont exprimées.

Je dois dire, toutefois, que les urbanistes sont loin d'avoir une responsabilité importante dans le désordre qui règne sur nos petites villes, villages et hameaux. En effet, la situation, qui était déjà mauvaise auparavant, s'est aggravée depuis la décentralisation adoptée trop précipitamment. Ce sont maintenant les seuls maires qui accordent le permis de construire et c'est ainsi que ces agglomérations se sont offertes chacune le luxe d'une mini-banlieue, fruit d'une publicité musclée et permanente, entretenue par les sociétés immobilières de construction de maisons individuelles, plus ou moins industrialisées. Par ailleurs, il me semble évident que les promoteurs, eux, ont une responsabilité certaine, mais on ne peut pas les supprimer car, il faut bien dire que, malgré tout, cette profession est nécessaire puisque,

Je voudrais faire remarquer, ayant fait plusieurs installations de chauffage solaire de l'eau, et de chauffage solaire partiel d'habitations, qu'en pratique, l'électricité est l'appoint indispensable pour permettre une économie globale, par l'utilisation de l'énergie renouvelable et gratuite du soleil (par le moyen de la pompe, lorsque nécessaire, et l'appoint complémentaire pour l'eau chaude, qui n'est généralement pas amenée au degré suffisant par le soleil en toutes saisons). Il y a aussi la pompe à chaleur, qui utilise mieux l'énergie électrique. D'autre part, en cas de chauffage intermittent, la souplesse de l'électricité évite les pertes d'énergie dans le circuit de chauffage, ainsi que pour la mise en route, et permet de ne fournir que le strict nécessaire au moment utile ou à l'endroit voulu, compte tenu, bien entendu, des questions d'inertie et d'isolation : cela constitue un facteur d'économie d'énergie et d'argent.

Pour vraiment savoir quand, malgré le gaspillage entraîné par la double perte de rendement, en utilisant la combustion pour fabriquer de l'électricité, puis en retransformant cette électricité en chaleur, le résultat global est économique, il faudrait avoir la vérité des prix, qui devrait faire intervenir non seulement les consommations, mais l'énergie utilisée pour fabriquer les matériels utilisés, la durée de vie de ceux-ci, etc. Cette vérité des prix est, en outre, bien difficile à obtenir dans une économie aussi complexe que la nôtre, où tous les facteurs ne sont peut être pas pris en compte, et où interviennent des moyens d'incitation indirects, des subventions apparentes ou invisibles, et l'apport des contribuables visible ou occulté.

Mais l'essentiel n'est-il pas, en ne pensant pas qu'à nous, mais aux générations qui nous suivront, de pousser toujours à l'utilisation maximale des énergies renouvelables et à l'économie des sources d'énergie non renouvelables, quelles qu'elles soient, beaucoup plus qu'à l'économie, globalement éphémère, de dépense. Mais il semble que cet objectif soit bien perdu de vue dans les sphères gouvernementales, préoccupées de l'immédiat, du lendemain parfois, mais bien peu de l'avenir.

Roland BECHMANN,
Aménagement et Nature.

Nous donnons ci-après le passage du document O.N.C. d'où sont tirés les mots incriminés et la réponse de M. Raffin.

« L'esprit qui préside à la rédaction de ces avis doit être clairement affiché : ils doivent être des actes de collaboration à une gestion rationnelle de l'ensemble des ressources naturelles. Le bien-fondé technique et économique de ces projets ne peut, sauf cas exceptionnel, être remis en cause par l'O.N.C. Ces avis sont donc par principe favorables, mais généralement sous condition de respect de modalités de réalisation et d'utilisation des aménagements diminuant le plus possible leurs effets négatifs sur les populations d'ours. »

RÉPONSE DE Jean-Pierre RAFFIN

La formulation du document réalisé par l'O.N.C. relatif aux avis émis par ses agents à propos des aménagements forestiers et de la sauvegarde de l'ours brun dans les Pyrénées était donc malheureuse. Il faut bien convenir qu'elle était ambiguë puisque la lecture du paragraphe où figurait le passage incriminé donnait à penser que les avis sur les aménagements forestiers, **"par principe favorables, mais généralement sous condition du respect de modalités** jugées acceptables, pouvaient cependant être favorables sans que cette condition ait été remplie... Tout le monde se réjouira donc des précisions apportées par M. Servat, directeur de l'Office National de la Chasse.

Jean-Pierre RAFFIN.

sans promoteur, il n'y aurait plus guère de logements à bâtir !

Concernant le chauffage électrique et, sans méconnaître le second principe de la thermodynamique, on est amené à admettre que le progrès en matière de confort peut se faire au détriment de la logique pure. C'est ainsi que les cuisinières à bois et à charbon ont, pour la plupart, cédé la place aux cuisinières électriques. Bien qu'il ne soit pas absolument rationnel, le chauffage électrique se répand et, l'année dernière, 70 % des logements neufs l'avaient adopté. Il a pour lui la simplicité, son faible coût d'établissement, son peu d'inertie lui permettant une grande docilité aux impulsions des thermostats. Si on ajoute à cela que nos centrales nucléaires (particulièrement inoffensives) produisent la plus grande partie de l'énergie électrique et, contrairement au fuel, n'entraînent pas de sorties de devises fortes, on peut admettre cette entorse à la recherche du meilleur rendement.

Je me permets de vous écrire tout cela parce que je suis attentivement depuis des années le contenu de la Revue.

Pierre FORESTIER.